

La France presse pour un plan de relance européen

par GABRIEL GRESILLON; RENAUD HONORE, **Les Echos**, no. 23155

France, mardi 10 mars 2020, p. 3

Les chefs d'Etat et de gouvernement tiennent ce mardi une visioconférence, avant un Eurogroupe en début de semaine prochaine.

Bruno Le Maire réclame un plan de relance européen « massif et coordonné » .

Après les sommets de la dernière chance sur la zone euro, la Grèce ou les migrations, va-t-il falloir s'habituer à la multiplication des réunions européennes sur les conséquences de la crise du coronavirus ? La pression est en tout cas montée d'un cran lundi pour une plus grande coordination européenne en réponse aux conséquences économiques de l'épidémie, alors que les **marchés financiers** faisaient face à un véritable coup de tabac.

Par la voix de son économiste en chef, Gita Gopinath, le FMI a appelé à « une réponse internationale coordonnée » . Une petite musique qui ne pouvait que réjouir la France, qui plaide en ce sens depuis quelque temps. « L'Europe est placée face à ses responsabilités. Elle doit apporter la preuve de son utilité et de son efficacité » , a plaidé Bruno Le Maire lors d'une conférence de presse. **Pour le ministre de l'Economie et des Finances, il faut un « plan de relance européen » qui soit à la fois « coordonné et massif »** . (...) « Agissons ensemble dès maintenant » , a d'ailleurs tweeté le chef de l'Etat français.

Car la France n'a été que partiellement satisfaite de la vidéoconférence qu'ont tenue les ministres des Finances européens la semaine dernière. Alors que Bruno Le Maire espérait envoyer un signal fort aux marchés financiers, il a dû affronter les réticences de plusieurs Etats membres. Un travail technique a donc été commandité pour réfléchir **aux moyens de soutenir l'activité économique**, et le « sommet européen virtuel » de ce mardi pourrait servir à accentuer la pression sur la réunion de l'Eurogroupe du 16 mars pour qu'elle produise des résultats concrets.

« Flexibilité et argent »

« Les effets économiques de cette crise sanitaire restent encore incertains. Mais il faut au moins trouver un accord politique **pour enclencher une relance**

1/ Relance ?

2/ marchés financiers ?

3/ FMI ?

4/ Plan de relance européen ?

Intérêts ?

Limites ?

commune une fois que celle-ci sera derrière nous » , explique-t-on à Bercy. Pour l'instant, les réponses sont assez disparates d'un pays à l'autre. Ce lundi, le gouvernement allemand a par exemple annoncé une série de mesures pour soutenir son économie avec le recours facilité au chômage partiel pour les entreprises en difficulté et une enveloppe de 12,8 milliards d'euros sur quatre ans pour les infrastructures. Un paquet en retrait de ce qu'espérait le SPD, preuve que le coronavirus n'a pas encore affaibli **l'orthodoxie budgétaire** en Allemagne. Au niveau européen, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, a résumé la situation, ce lundi : « Notre approche, c'est la flexibilité et l'argent. » Ce second point fait référence à **la nécessité d'injecter des liquidités dans le système économique**. Au-delà des attentes fortes qui entourent la prochaine réunion de la Banque centrale européenne, une des pistes évoquées - mais loin d'être confirmée - pourrait consister à confier à la Banque européenne d'investissement la mission de soutenir les entreprises, en particulier les PME, afin de limiter leur choc de trésorerie.

Enfin, comme l'a confirmé Ursula von der Leyen, la Commission européenne réfléchit aux moyens **d'assouplir les règles qui encadrent les aides d'Etat en Europe**. Le but : laisser les gouvernements venir en aide aux secteurs les plus touchés par la crise. Cette piste est regardée avec bienveillance à Paris, où l'on rappelle qu'un assouplissement similaire avait été décidé après la crise financière de 2008.

Risque sur l'endettement

Quant à la **flexibilité**, elle renvoie à la nécessité de **ne pas tenir compte, dans l'évaluation par Bruxelles des déficits nationaux, des dépenses liées au coronavirus** - un point déjà acté au sujet de l'Italie et appelé à se généraliser sur le continent. La France, dont le déficit était attendu à 2,2 % du PIB cette année, entend aussi en profiter. Cette dégradation du climat économique fait aussi peser un risque sur le niveau d'endettement, qui était de 98,8 % fin 2019 et qui pourrait donc se rapprocher dangereusement du seuil symbolique des 100 %. « La gestion sérieuse des finances publiques reste une priorité. Mais le fait de savoir si on est sur un ratio de 98,9 % ou 100,1 % pèse peu face à l'urgence sanitaire et économique » , répond-on à Bercy.

5/ Orthodoxie budgétaire ?

6/ déficits nationaux ?

7/ niveau d'endettement ?